
L'Afrique a-t-elle un cahier des charges face aux pays émergents ?

Ibrahima Niang

Ne vous tourmentez pas ! Organisez-vous.
Tadjudeem.

Introduction

La question des relations entre les pays émergents et le continent est alimentée depuis quelque temps par une littérature très abondante, particulièrement celle concernant les nouvelles relations entre la Chine et l'Afrique, fruits d'une stratégie discrète et savamment entretenue par un activisme diplomatique et commercial chinois¹, par la mobilisation d'énormes ressources financières destinées aux projets/investissements Sud-Sud depuis le début des années 2000 et la succession effrénée des forums et autres sommets Chine-Afrique, Inde-Afrique, ou encore Inde-Brésil-Afrique du Sud.

Cette communication cherche à analyser la question des rapports entre l'Afrique et les pays émergents, singulièrement avec la Chine, dans une perspective prospectiviste afin de voir loin et de penser global pour une stratégie africaine d'engagement. Elle n'a ni l'intention de faire l'apologie de la Chine et de ses prétendus bienfaits pour le continent – au cas où ne l'aurait pas mesurée *l'autruche africaine* (Gaye 2005) – ni de siffler la fin des privilèges européens en Afrique (Bangui 2009), encore moins de verser dans une certaine « sinophobie ».

Cette nouvelle maladie est diagnostiquée dans la littérature occidentale par les thuriféraires de la Chine comme la maladie infantile de capitalistes névrosés,

d'idéologues hystériques (Niquet 2006), de libéraux maniaco-dépressifs et en panne de propositions, pour qui la Chine est une puissance prédatrice (Imbert). L'objet de cette communication n'est pas d'enfoncer des portes déjà ouvertes et de s'ajouter à cette littérature déjà abondante où chacun cherche à se faire peur, mais plutôt de voir comment l'Afrique peut reprendre l'initiative et créer sa voie en dehors de celles déjà définies par les puissances traditionnelles et émergentes. Il s'agira d'anticiper sur ce que seront dans l'avenir les relations entre l'Afrique et les pays émergents, opportunité ou menace. De la sorte, non seulement l'avenir aura été préparé, mais il aura été appelé et compris par une stratégie d'engagement. C'est notre unique chance de ne plus voir les sociétés surprises, les économies asphyxiées, victimes de retards, d'inadaptations qu'on pourrait éviter.

Problématique de recherche

Partant donc du principe selon lequel « la prospective suppose une liberté que ne permet pas l'obligation à laquelle nous soumet l'urgence », la question de recherche de ce travail vise à se situer dans une perspective prospectiviste pour mieux penser le devenir des relations entre le continent africain et les pays dits émergents, particulièrement avec la République populaire de Chine, afin de voir comment le continent africain devrait se positionner dans cette nouvelle géographie économique du monde, en conciliant les contraintes (mondialisation, globalisation, poids démographique, l'emploi des jeunes, la pauvreté, les maladies, etc.) qui s'imposent à lui et qui n'attendent pas et l'avenir qui ne viendra pas de lui-même, mais doit être construit par un acte libre de volonté et d'imagination. C'est fort de cela que nous nous sommes demandé si l'Afrique avait un tableau de bord, un agenda personnel pensé par et pour les Africains en vue de ne point continuer à subir un contexte imposé, et de ne pas demeurer une terre de rivalités politiques, économiques et géopolitiques entre puissances. Bref, une terre de convoitises.

Aujourd'hui, nous assistons à une guerre économique et commerciale entre les puissances traditionnelles (États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne) et puissances émergentes pour dominer les marchés et le globe, les sociétés et les cultures, les hommes, l'environnement, particulièrement en Afrique, qui demeure davantage la scène et l'enjeu des conflits mondiaux, qu'un acteur pleinement autonome et responsable, notamment dans les domaines géostratégique, économique et politique.

C'est pourquoi la question que l'on se pose est de savoir comment l'Afrique peut choisir sa voie et ne plus être à la remorque des dites puissances. En travaillant de telle sorte qu'elle puisse sortir des pièges de la gouvernance mondiale au moment où elle tarde à obtenir un rôle et une place dans la gouvernance économique mondiale pour influencer sur les décisions de ce monde. Malheureusement, le continent africain a du mal à s'organiser pour disposer d'institutions fortes et respectables, capables de définir une feuille de route commune pouvant lui

permettre de se faire une place dans le gotha des institutions, de faire face aussi aux nouvelles stratégies des pays émergents, qui ont su s'organiser et s'imposer dans les grandes institutions de ce monde, au point d'imprimer leur temps à la marche du monde.

Partant de là, permettre aux sociétés civiles africaines, c'est-à-dire ces corps intermédiaires, ces corporations, ces associations, ces industriels, qui après avoir développé des stratégies de survie après la période de l'endettement et des politiques d'ajustement, doivent s'organiser pour éviter d'être pris au piège de « la globalisation subalterne », qui se manifeste par l'arrivée d'acteurs économiques privés chinois dans les circuits de l'économie informelle.

Quand le Soleil se lève à l'Est²

La montée en puissance de l'industrie des pays de l'Extrême-Orient est incontestablement l'un des faits économiques les plus significatifs de la seconde moitié de XXe siècle. Elle apporte la preuve qu'il n'y a pas de fatalité du sous-développement, comme l'écrivent Daniel Etounga Manguelle (1991) et Axelle Kabou (1993), et confirme après les précédents japonais, indien et sud-africain que le capitalisme se lève aussi à l'Est, et n'est point destiné à n'exister que dans les régions de peuplement européen.

Le vol d'oiseaux sauvages connu en Asie de l'Est et qui s'est manifesté par une diffusion de la croissance économique dans cette partie du monde, entraînant le réveil des dragons, démontre que le capitalisme est voué à se réinventer avec différentes configurations institutionnelles et politiques nationales (Bayart 1994), surtout du fait de l'importance des dynamiques nationales et des processus d'appropriation locale de techniques étrangères dans la diffusion de ce mode de production. Cet essor du capitalisme dans les régions du Sud généralement soumises à l'ancienne division internationale du travail, est le résultat de la jonction des stratégies nationales de développement et des stratégies privées d'investissement des firmes multinationales, à l'origine d'une recomposition en profondeur de la carte économique mondiale (Adda 2004). Bref, d'un déplacement des centres de gravité du capitalisme mondial.

Et ce, contrairement à une bonne partie des pays africains et particulièrement ceux dits rentiers, qui avaient misé sur une croissance orientée dans l'exploitation outrancière de leurs ressources naturelles sans varier leurs bases exportatrices. Ces économies font aujourd'hui l'objet d'une marginalisation inexorable dans les relations économiques internationales, dont les conséquences économiques environnementales et sociales peuvent être catastrophiques à court ou long terme et annihiler les immenses efforts consentis par plusieurs générations.

Les pays dits émergents, en revanche, ont réussi à transformer leurs spécialisations internationales, et à prendre pied sur les marchés mondiaux des

biens manufacturés et des services en constituant un pôle d'attraction puissant pour les capitaux circulant désormais librement à l'échelle mondiale. Il y a dès lors une tendance forte qui se dégage dans l'analyse des relations internationales. De la guerre froide, marquée par une bipolarisation du monde entre le bloc communiste et le bloc capitaliste, à la chute du mur de Berlin, en passant par d'autres événements majeurs qui auront été déterminants dans la marche du monde, le schéma de compréhension de la géopolitique a fortement évolué, à telle enseigne qu'il ne serait pas illégitime de parler d'une révolution copernicienne qui s'est opérée à partir de l'Empire du Milieu et bouleverse complètement les vieilles théories des relations internationales.

Une rupture paradigmatique de la compréhension du système-monde

Aux rapports classiques de dépendance qui caractérisaient les relations entre un Nord développé et un Sud sous-développé, se superposent désormais des rapports de concurrence qui sont susceptibles de fragiliser tout État du Nord comme du Sud incapable de promouvoir la compétitivité à long terme de son économie nationale. À ce rythme, le XXI^e siècle semble se dessiner sans le continent africain. Dès lors, l'on se demande de manière légitime : À quand l'Afrique au moment où des possibilités se présentent à elle ? Face à une accélération du rythme de la mondialisation, de la course aux ressources minières et énergétiques, des enjeux géopolitiques liés, qui va avoir de nouvelles répercussions importantes sur les relations entre l'Afrique et les intérêts économiques des pays émergents. En effet, les besoins en matières premières (surtout pétrolières) des pays émergents deviennent de plus en plus considérables, et le continent africain devient de nouveau très attractif du point de vue économique et constitue même un enjeu de taille. Toutefois, l'analyse de cette présence en Afrique peut être abordée de plusieurs manières et étudiée à différentes échelles. Elle est révélatrice d'un changement paradigmatique qui fait que l'Afrique passe d'un continent « à la dérive » à celui de toutes les convoitises. Elle n'est plus ce continent dont on avait lu l'oraison funèbre ; celui qui n'avait plus d'avenir, d'où les vieilles puissances semblaient se retirer les unes après les autres.

Aussi les derniers événements survenus en Côte d'Ivoire, en Libye et le partage du Soudan viennent-ils confirmer que le continent est redevenu l'objet des convoitises, le théâtre d'opérations de la nouvelle guerre froide opposant les puissances traditionnelles et les pays émergents.

Le produit Afrique a gagné des points dans l'échelle des valeurs et, pour parler comme les professionnels du marketing, elle (l'Afrique) connaît un nouveau positionnement, qui fait d'elle un enjeu entre les puissances traditionnelles et les pays émergents. C'est l'une des conséquences majeures de l'évolution des grands équilibres géostratégiques, géopolitiques et géoéconomique que traduit ce regain d'intérêt autour du continent africain.

Le schéma explicatif d'un monde passant du bipolarisme à un monde multipolaire, qui permettait de comprendre les relations économiques internationales a considérablement changé avec l'avènement de nouveaux centres avec leur périphérie. Ainsi, partant d'un monde tiré par la Triade (Japon, Europe, États-Unis), le spectacle actuel de la scène internationale nous campe dans un décor multipolaire avec l'avènement de nouvelles puissances dites émergentes comme la Chine, le Brésil, l'Inde, et impose un nouveau regard sur les relations internationales dans le tiers-monde, dès lors que ces acteurs étatiques redeviennent incontournables dans la scène internationale telle qu'elle a été théorisée par le courant réaliste.

C'est un postulat intéressant, qui devrait être éprouvé avec le temps. Au demeurant, les « nouvelles » relations en train de se tisser entre l'Afrique et la Chine depuis bientôt onze ans, date du premier forum sino-africain, préfigurent de nouveaux types de relations en dehors des anciens schémas d'explication du monde. Une situation qui est dans l'ordre des possibles dans la mesure où tout porte à croire que ces relations sont appelées à durer et à se renforcer. Ce contexte nous impose de repenser la mondialisation, devenue une affaire des nations³ (Inde-Chine-Brésil et Russie), dès lors que l'économie mondiale est portée par l'expansion de ces nouvelles puissances hégémoniques, même si, dans la littérature, c'est une affaire de firmes multinationales et d'entreprises privées – contredisant ainsi une certaine doctrine sur la mondialisation (Hardt Negri 2000).

Histoire d'un rapprochement avec les pays émergents

Les pays émergents ont cherché, chacun à sa manière, à se rapprocher du continent africain afin d'entrer dans les bonnes grâces de ses dirigeants, qui ne savent plus distinguer entre une relation d'amitié et une relation d'intérêt. Malgré tout, c'est la course aux matières premières et aux nouvelles alliances ; conscient de cela, le Brésil est allé jusqu'à commettre des avocats pour défendre les pays africains à l'OMC contre les politiques occidentales et américaines de subventions de leurs produits agricoles.

Il est important de replacer la question que pose le rapprochement de ces pays (Chine, Inde, Brésil) et de l'Afrique dans son contexte global afin d'en saisir les enjeux à l'échelle mondiale, avant d'étudier les acteurs en présence et leurs stratégies dans une perspective prospectiviste. L'Afrique est devenue un enjeu territorial entre les grandes puissances et les puissances émergentes avides d'assurer leur développement ou d'étendre leur zone d'influence mondiale. Ces antagonismes sont l'illustration d'une tendance à long terme de l'évolution des équilibres géopolitiques.

Elle se traduit par une recomposition de la carte économique mondiale, avec l'émergence de nouveaux pôles de développements. Ces puissances émergentes ont un intérêt très particulier et stratégique en Afrique, particulièrement la

Chine, qui nous servira de support dans la mise en évidence des relations entre l'Afrique et les pouvoirs émergents. Le retour de la Chine en Afrique traduit une ferme volonté de redevenir le leader naturel des pays en développement en gardant le statut du « plus grand pays en développement » et de renouer avec son vieux projet de puissance du « tiers-monde ». Aussi, pour faire face à la forte dépendance de son économie dans les secteurs énergétiques, des matières premières et des produits agricoles, va-t-elle se tourner vers le continent africain pour construire une coopération et des alliances économiques susceptibles de lui assurer un approvisionnement régulier, sûr et moins coûteux en ressources minières et énergétiques.

Les pays dits émergents se font progressivement une place dans ce nouvel ordre et viennent bouleverser les anciens paradigmes de compréhension du monde. Comme l'écrit Yves Lacoste, « Quand la Chine change le monde » (Lacoste 2007), il faut repenser notre vision du monde. Désormais, la coopération « Sud-Sud » se développe de façon autonome, tirée par les grands pays émergents et en dehors des grands flux économiques centrés sur les principaux pôles de développement occidentaux.

Dans la réalité, la croissance mondiale est portée par l'expansion des pays émergents, Chine, Brésil, Inde. Elle semble, de fait, redevenue au tournant du siècle une affaire de nations. C'est pour ces raisons que nous proposons de faire une réflexion sur l'Afrique et les pays émergents afin de voir si celle-ci a une feuille de route face à ces multiples partenaires, de manière à mettre en place une stratégie d'engagement.

Dès lors, quelle est la place de l'Afrique dans ce monde qui bouge et qui décide ? De quelle réponse disposons-nous avec les propositions chinoise, indienne et brésilienne ?

C'est tout le sens de la dimension prospective de ce travail. Que voulons-nous que nos rapports soient avec les pays dits émergents ? Il faudra donc non plus subir cette nouvelle forme de partenariat mais la construire, c'est-à-dire disposer d'un cahier des charges dans les négociations avec les pays émergents. Qu'est-ce qu'un pays émergent d'abord ?

Les pays émergents, un concept flou

Le concept de pays émergents demeure très flou, malgré quelques efforts de clarifications conceptuelles visant à mieux distinguer les pays qui peuvent légitimement se classer parmi ce groupe, devenu depuis quelque temps l'objet d'une importante littérature et de tous les débats.

Ce sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui vivent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie, ainsi que les structures économiques, convergent vers ceux des

pays développés. Une telle définition est loin de faire l'unanimité, tant les pays répondant à ces indicateurs sont nombreux. Certains soutiennent que les pays émergents sont les pays intermédiaires qui ne font plus partie des pays les moins avancés et qui sont devenus les nouveaux pays industrialisés, particulièrement les nouveaux dragons asiatiques.

Les cabinets de conseil, les institutions financières, les agences de notation ont défini aussi un certain nombre de caractéristiques afin de désigner les pays dits émergents en recourant à une certaine terminologie faisant référence aux marchés, aux capitaux et aux biens de consommation, contestant du coup la présence de certains pays parmi ceux dits émergents, du fait que ces derniers bénéficient surtout de leur situation de rente par l'exportation massive de leurs matières premières – avec la Russie qui doit sa bonne santé à la vente de ses hydrocarbures. Le concept est utilisé pour la première fois par l'économiste néerlandais Antoine van Agtmael, en 1981, de la Société financière internationale, pour désigner les pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs. Il est devenu l'antichambre vers le développement achevé, un stade qui ne peut être considéré que comme étant transitoire. Toutefois, on peut identifier des pays offrant des opportunités d'investissements et faisant partie des moins avancés du globe.

Le concept de pays émergent ne peut prendre son ancrage en sociologie que s'il peut servir d'idéal-type, au sens weberien du terme, car il ne peut être saisi qu'en recherchant pour chaque type d'économie le maximum de cohérence logique. Par conséquent, il doit servir de fil conducteur dans l'observation des pays dits émergents, à titre de schéma opératoire qui permet de comprendre des faits singuliers.

Pour un auteur comme Christophe Jaffrelot :

Si la question des pays émergents est traitée comme une évidence par les médias, définir la catégorie de ces nouveaux pays n'est pas une chose aisée. Le caractère flottant de cette catégorie est inhérent à son statut transitoire : « émerger » cela veut dire s'arracher du sous-développement et rejoindre le club fermé des pays riches, car nul n'a vocation à rester émergent. Mais quand le devient-on, et à partir de quand quitte-t-on cette nébuleuse ? (Jaffrelot 2008)

Il est plus aisé de dire ce que n'est pas le type idéal de pays émergent que de montrer de ce qu'il est. Car de considérer la Chine, deuxième puissance économique mondiale, comme un pays émergent, pose plus de problèmes que cela n'en résout. Face à la complexité de la définition du concept, Jaffrelot énumère trois critères complémentaires qui, selon lui, permettent de mieux cerner le phénomène et de pouvoir se faire une idée claire des pays dits émergents :

- une croissance forte et soutenue dans un contexte économique et social encore marqué par une grande pauvreté ;

- une relative stabilité institutionnelle qui permet aux pays en question de disposer d'un État solide et de procédures de régulation des affaires économiques ;
- une volonté de puissance qui suscite bien des appréhensions parmi les riches : les émergents s'affirment sur la scène internationale aux dépens des puissances issues des développements antérieurs.

Le type idéal de pays émergent est un instrument opératoire qui pourrait nous permettre de formuler des hypothèses qui peuvent être corroborées ou réfutées. À partir de la grille d'analyse de C. Jaffrelot sur le type idéal du pays émergent, on peut émettre des conjectures théoriques qui conviennent à tel ou tel pays, elles peuvent ainsi être confirmées ou infirmées par l'expérience.

C'est pourquoi il est impératif de repenser le concept de pays dits « émergents » afin de savoir qui est éligible et qui ne l'est pas. Et comme la manière dont ces pays ont émergé diffère des uns aux autres, on peut dire qu'il n'y a pas de modèle d'émergence, même si des constantes demeurent, dans la mesure où ils partagent les traits suivants : une économie fortement extravertie basée sur l'exportation de marchandises, de biens manufacturés et de matières premières, une volonté hégémonique marquée par de forts appétits énergétiques, avec une forte présence dans les parties du monde où l'on trouve ces réserves (Afrique) ; une remise en cause de la gouvernance mondiale actuelle pour une meilleure représentation des pays émergents au sein de ces institutions.

Enfin, ces pays émergents ont en partage de fortes inégalités, qui se déclinent selon des déséquilibres sociaux économiques et démographiques. Convenons avec la communauté, en attendant d'y revenir plus amplement, de prendre en compte dans le cadre de notre travail axé sur l'Afrique et les pays émergents les pays suivants, comme étant ceux qui représentent les pays dits émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine. L'acronyme BRIC a été inventé pour désigner les quatre principaux pays émergents qui seront appelés à jouer un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. Il existe des variantes à cet acronyme, dont BRICM, avec l'ajout du Mexique ou BRICS, avec l'Afrique du Sud.

Les pays émergents, dans leur ensemble, connaissent un accroissement de leur revenu par habitant et donc l'augmentation de leur part dans le revenu mondial. Ils se caractérisent par leur intégration rapide à l'économie mondiale d'un point de vue commercial (exportations importantes) et financier (ouverture des marchés financiers aux capitaux extérieurs). Ainsi, ces pays investissent de plus en plus à l'étranger : 117 milliards de dollars en 2005, soit 17 pour cent du total mondial, contre 10 pour cent en 1982⁴. Forts de cela, les pays émergents ont investi le continent africain avec l'intention de maintenir leur taux de croissance et leur volume de développement, en dépendant des ressources énergétiques dont l'Afrique dispose.

L'OCDE, dans son étude sur les conséquences africaines de l'essor des pays émergents (Goldstein, Pinaud, Reisen & Chen 2006 35-45), explique que si les

termes de l'échange s'améliorent très légèrement, suite à l'augmentation de la demande, la présence des pays émergents y est pour quelque chose, de sorte que l'Inde est devenue la première destination des produits sénégalais devant la France. Elle absorbe en moyenne 15 pour cent des exportations globales sénégalaises, principalement avec les phosphates (Enda Prospectives 2007).

Contrairement au Brésil et à l'Inde, la démarche chinoise associe une course aux alliances et un intérêt porté aux gisements en matières premières. C'est ainsi que des stratégies sont nouées avec la quasi-totalité des pays du continent en initiant l'organisation d'un forum de coopération Chine-Afrique qui se tient tous les trois ans, et les multiples visites de Hu Jintao depuis son avènement à la tête de la Chine sont les parfaites illustrations de l'importance du continent africain aux yeux de la Chine. La Chine est devenue un des partenaires les plus importants de certains pays africains, surtout ceux disposant de richesses pétrolières et minières, mieux encore, la Chine loue des territoires agricoles qu'elle compte faire exploiter directement par sa propre main-d'œuvre (Brunet & Guichard 2011:165).

La Chine et l'Afrique : histoire d'un rapprochement

Les relations sino-africaines ne datent pas de la Conférence de Bandung ou de la naissance de la Chine communiste. Elles sont très anciennes et remontent au XVe siècle, entre 1405 et 1433 (Gaye 2006:57). Le célèbre navigateur chinois, Zheng He, de la dynastie des Ming, dirigea une flotte de 300 navires qui accosta en Afrique orientale. C'est à sa mort que les Chinois décidèrent de mettre fin à leurs relations commerciales et d'interrompre les visées expansionnistes de l'Empire du Milieu, soucieux de préserver son intégrité face à la menace de l'invasion mongole.

Ainsi, les relations sino-africaines vont demeurer interrompues durant une très longue période, jusqu'à l'avènement des communistes en 1949, coïncidant avec la grande vague des indépendances africaines. C'est une période durant laquelle la guerre idéologico-politique prit le dessus sur la dimension mercantile. La Chine, pour se démarquer des deux blocs qui se menaient une « guerre froide », sera la tête de pont, avec l'Inde, du troisième bloc (le tiers-monde) et va tirer dans son sillage les nouveaux États indépendants et les mouvements nationalistes indépendantistes qui bénéficieront de son soutien militaire dans leur lutte de libération. À cette époque, l'Afrique retrouvait le grand frère qu'elle cherchait et, du coup, la Chine réussit sa « percée sentimentale » (Gaye 2006:62) qui va se traduire par une importante politique d'aide au développement aboutissant à l'envoi de coopérants chinois en Afrique, à la construction de stades et de palais du peuple.

Les Chinois, ne disposant pas de moyens financiers conséquents dans la lutte d'influence qui les opposait aux Soviétiques, vont recourir à des stratégies innovatrices et peu onéreuses⁵ pour gagner la sympathie africaine. Ces deux rivaux

seront à l'origine de l'organisation des conférences (Conférence des non-alignés par l'URSS et seconde conférence de Bandung, regroupant des pays d'Asie et d'Afrique, par la Chine) dans le but de nouer le plus de relations et conquérir de nouvelles amitiés.

Le continent commençait à intéresser de nouveau la Chine, qui cherchait à charrier des élans de sympathie idéologique. La Chine va développer un argumentaire anticolonialiste et exprimer sa position de non-alignement, qui va séduire les nouvelles élites dirigeantes du continent. Pour montrer au continent l'importance qu'il revêtait aux yeux de la Chine, Chou En Lai entreprit un long périple qui le mena dans plusieurs pays entre 1963-1964 (Maroc, Algérie, Tunisie, Mali, Guinée, Ghana, Égypte, Soudan, Éthiopie, Somalie), pour s'assurer de l'ancrage idéologique des nouveaux États partenaires de la Chine et des possibilités d'élargir l'assiette idéologique chinoise.

Durant cette longue tournée de Chou En Lai, la Chine déclina sa feuille de route pour atteindre ses visées politiques, axées essentiellement sur la participation aux luttes de libération nationale, le soutien politique mutuel et la solidarité tiers-mondiste (Gaye 2006:67). Par extension, les relations sino-africaines sont régies par huit principes, notamment l'égalité entre Chinois et Africains, le respect de la souveraineté des pays receveurs d'aide, l'attribution de celle-ci sous la forme de prêts sans intérêt ou à des taux avantageux, l'aide à l'autosuffisance, le lancement de projets nécessitant peu d'investissements... (Aicardi de Saint Paul 2004).

La Chine réussira une entrée satisfaisante en Afrique avec, à la clé, la reprise du siège au Conseil de Sécurité de l'ONU., au détriment de Taïwan dès 1965, grâce au vote africain, ce qui fera dire à Mao Zedong : « Si maintenant nous sommes entrés à l'ONU c'est que les frères pauvres d'Asie et d'Afrique nous ont épaulés » (Zhang 2000). Pour les récompenser, la Chine va mettre à leur disposition un vaste programme financier et technique d'aide pour les maintenir dans son giron, afin de contrecarrer les visées hégémoniques des Américains et des Soviétiques et de rendre nulle l'offensive de reconnaissance diplomatique de Taïwan.

À partir de 1978, les relations entre les États africains et la Chine vont évoluer et connaître un tournant très important avec l'avènement de Deng Xiaoping à la tête de la République populaire de Chine. La politique extérieure de la Chine a toujours été dépendante de la situation politique intérieure du Parti communiste ; ces changements opérés à la tête du Parti vont modifier la tournure des relations entre la Chine et l'Afrique. En déterminant les nouvelles règles de la coopération sino-africaine, l'implication chinoise dans les programmes d'aide et d'investissement va connaître une baisse drastique, au point de réduire les ambitions de la Chine pour le continent.

C'est l'ère des réformes sous Deng Xiaoping, où la Chine est préoccupée de résoudre ses problèmes internes et de relancer une économie exsangue face à l'échec de la révolution culturelle du grand timonier « Mao », qui faisait passer la grandeur

de la Chine avant le bonheur des Chinois. Bien que ses erreurs économiques aient frisé la naïveté, Mao réussit, en vrai politique, à inculquer aux Chinois l'orgueil de la Chine. Il les prépara à accepter les contraintes que ferait peser sur eux le sacrifice du développement (Haber & Mandelbaum 1996). Cet avènement traduit une volonté manifeste de la Chine de rompre avec une mentalité passiste, de définir un modèle de développement pouvant leur permettre de sortir de cette impasse et de réussir les *Quatre modernisations* proclamées par Zhou Enlai. Le grand mérite de la Chine est d'avoir su très tôt que sans les réformes nécessaires, point de développement. C'est l'une des grandes leçons chinoises pour l'Afrique, qui tarde à reprendre l'initiative et à opérer les ruptures nécessaires afin de se positionner et d'être dans les starting-blocks.

La Chine va rompre avec ses visées idéologiques pour plus de pragmatisme en considérant l'Afrique comme un marché potentiel. Le soutien accordé aux pays africains est remplacé par une relation fondée sur la promotion des investissements et du commerce extérieur chinois en Afrique. L'Empire du Milieu ne va pas faire du tout commercial, car Taïwan élargit petit à petit sa zone d'influence, et il faut l'isoler diplomatiquement.

Le continent va être l'objet de rudes combats entre Taïpeh et Pékin à coup de contrats et de prêts, c'est le règne de la « diplomatie du don et du chéquier » qui verra le Libéria (octobre 1989), le Lesotho (avril 1990), la Guinée-Bissau (mai 1990), la Centrafrique (juillet 1991), le Niger (juin 1992), le Burkina Faso (février 1994), la Gambie (juillet 1995), le Sénégal (janvier 1996), São Tomé et Príncipe (mai 1997) et le Tchad (août 1997) nouer des relations diplomatiques avec l'île de Formose. Les changements de ces liens diplomatiques ont toujours été accompagnés de généreux projets d'aide financés par Taïwan, et de promesses d'achever et d'entretenir également des projets commencés par la RPC.

Cependant, plusieurs de ces pays ont de nouveau changé de camp : le Lesotho en 1994, le Niger en 1996, la Centrafrique et la Guinée-Bissau en 1998, et le Sénégal en 2005. De même, en 1998, Taïwan perd l'Afrique du Sud (son plus important allié en Afrique), qui auparavant n'avait jamais reconnu la RPC. Une valse qui s'explique par l'insolvabilité financière et l'instabilité des régimes politiques. De ce fait, les pays changent de Chine et les Chinois transfèrent leurs oppositions sur le continent où les pays se donnent au plus offrant.

À partir de 2000, Pékin décida de lancer le forum sino-africain pour renforcer la coopération entre les deux parties et mettre en place une politique adaptée au continent. L'objectif de cette nouvelle forme de coopération est, pour les dirigeants chinois, de dépasser le bilatéralisme en prônant un multilatéralisme, au moment où la mondialisation économique se caractérise par une transnationalité et une « déterritorialisation » (Deleuze et Guattari 1991:90), avec une élimination progressive des frontières dans un monde devenu un village planétaire. Le pays-continent justifia cette rencontre en se qualifiant comme :

le pays en développement le plus vaste, tandis que l'Afrique concentre le plus grand nombre de pays en développement ; l'une et l'autre se rapprochant ainsi par les défis communs à relever : la stabilité sur le long terme, le développement économique et l'amélioration des conditions de vie de leurs populations respectives (Gaye 2006:257-258).

Il fallait jeter les bases d'une forme de coopération capable d'instaurer un espace de dialogue collectif pérenne pour le futur. À cette conférence furent présents quarante-cinq pays africains, ainsi que plusieurs institutions internationales et régionales ; elle eut lieu du 10 au 12 octobre ; quatre chefs d'État africains y étaient présents (Bouteflika pour l'Algérie, Eyadema pour le Togo, Mkapa pour la Tanzanie et Chiluba pour la Zambie), ainsi que le représentant de l'O.U.A (Salim A. Salim), et la partie chinoise était représentée par son président, Jiang Zemin, son vice-président, Hu Jintao, et Zhu Rongji.

L'Empire du Milieu s'organise et oriente le continent selon de nouvelles formes de stratégies dans le souci de garantir son approvisionnement énergétique et, par vocation, de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale (Ditguen 2007:22).

La conférence s'est terminée par la publication de deux textes importants : la Déclaration de Pékin et le Programme pour la coopération sino-africaine dans le domaine du développement économique et social. Le premier a eu une portée plus politique, indiquant la vision de Pékin et le devoir de faire sortir les pays africains du sous-développement.

Le deuxième a prôné la promotion de la coopération Sud-Sud, l'amélioration des relations Nord-Sud à travers le dialogue, une participation aux affaires internationales sur une base d'égalité et l'établissement d'un partenariat à long terme au bénéfice de la Chine et de l'Afrique (Aicardi de Saint-Paul 2004). Par la même occasion, la Chine a annulé une partie de la dette des pays africains à hauteur de 10 milliards de dollars. Le deuxième forum s'est déroulé à Addis Abeba (les 25 et 26 novembre 2003) en présence du Premier ministre chinois, Wen Jiabao, d'une douzaine de dirigeants africains, de représentants ministériels ainsi que d'environ 600 chefs d'entreprise (dont 150 chefs d'entreprise chinois). À l'issue de cette conférence, un plan d'action (d'Addis Abeba) a été adopté, définissant les idées directrices et les principaux objectifs pour renforcer la coopération sino-africaine entre 2004-2006.

Ainsi, la Chine s'est engagée à renforcer sa coopération avec les pays africains (les quarante-cinq qui ont participé à la conférence) dans les domaines de la sécurité et de la paix, dans les domaines prioritaires identifiés par le NEPAD, tels que les infrastructures, la prévention et le traitement des maladies transmissibles et infectieuses comme le Sida, le paludisme et la tuberculose, le développement des ressources humaines et de l'agriculture. Sur le plan économique, les deux parties ont décidé de promouvoir leur coopération dans les domaines de l'agriculture, des

infrastructures, du commerce, de l'investissement, du tourisme et de l'exploitation des ressources naturelles. La Chine s'est également engagée à élaborer un plan d'action dans les différents domaines, encourageant les entreprises chinoises à participer activement aux projets en Afrique (tels que l'agriculture ou les infrastructures) et à développer leur coopération dans d'autres secteurs (comme les transports, les télécommunications, l'énergie et l'alimentation en eau et en électricité).

Un autre objectif a été de favoriser un commerce équilibré entre la Chine et l'Afrique et d'exempter un certain nombre de produits des droits de douane en provenance des pays africains les moins avancés pour faciliter leur accès au marché chinois. L'intensification des investissements dans les deux sens a été promue, de même que le gouvernement chinois a encouragé les entreprises chinoises à investir en Afrique. Dans les domaines du tourisme, de l'éducation et de la formation, une intensification des relations a été décidée (Gaye 2006:258-260).

En 2006 s'est tenu le troisième forum sino-africain, un sommet qualifié « d'événement historique » par le président Hu Jintao et où quarante et un des quarante-huit pays invités se sont retrouvés au Palais du peuple à Pékin. Ce forum suivra la logique des conférences précédentes et jouera la carte de la parenté entre la Chine et l'Afrique, comme l'a déclaré Hu Jintao, disant que « la Chine sera toujours un ami, un partenaire et un frère de l'Afrique » (Yahmed novembre 2006:47). La même année, la Chine publie en janvier un livre blanc sur sa politique de liaison avec l'Afrique qui précise : « la Chine œuvre à établir et développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique » (Zhang 2000). Cette position reprend les principes généraux de la coexistence pacifique qui demeurent pour Pékin d'actualité et s'expriment quasiment dans les mêmes termes depuis la déclaration publiée lors de la visite de Jiang Zemin en 1996, jusqu'aux cadres fondateurs du Forum de coopération Chine Afrique (China-Africa Coopération Forum) en 2000 (Niquet 2006).

C'est l'ancrage du nouveau rapprochement entre la Chine et l'Afrique, après plusieurs années d'intense activité de rapprochement diplomatique et de prospection commerciale. Si les deux premiers sommets n'ont pas connu l'effet escompté, force est de reconnaître l'énorme succès du forum de 2006, qui a fortement gagné en importance par la participation de la majorité des pays africains. Les dirigeants ne lésineront sur les moyens, annonçant une augmentation du volume commercial entre les deux parties en vue d'équilibrer la balance commerciale, une aide financière plus importante, des signatures de contrat, l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés et des PMA⁶.

Pour les pays africains, ce partenariat leur permet de profiter d'un certain nombre d'avantages et de créer de la concurrence pour leurs partenaires traditionnels que sont l'Europe et les États-Unis. De même, ils bénéficient de l'ouverture d'un

nouveau marché, de potentialités d'investissement et de crédits à moindre coût sans être soumis à des critères de bonne gouvernance. La troisième tournée de Hu Jintao (30 janvier au 10 février 2007) laissait présager l'intérêt énorme de la Chine par rapport au continent africain. Cet intérêt se traduit par l'augmentation du volume d'échanges entre les deux parties et la multiplication des investissements chinois en Afrique. La rencontre aura permis la signature de contrats portant sur des projets énormes de construction et d'exploitation de gisements miniers. L'importance du sommet sino-africain est à mesurer à l'aune de cette nouvelle démarche stratégique visant à pérenniser les acquis en matière de coopération et à permettre aux entreprises chinoises de signer des contrats avec les États africains.

L'exposé de cet historique entre la Chine et l'Afrique n'est pas immotivé, il nous permet de voir que jusqu'ici c'est la Chine qui pense, oriente et dicte la conduite des événements. Cela veut dire que l'Afrique est demeurée le wagon et n'a jamais cherché à être une locomotive dans ses relations avec les autres. Il faut oser repenser le principe du « gagnant-gagnant », tel que théorisé par la Chine, en disposant d'une feuille de route prenant en compte les objectifs de développement du continent, en s'inspirant des conclusions du NEPAD et des autres politiques de développement.

Contrairement à l'attente des pays africains, la Chine n'opère pas la rupture attendue et tend à renouveler le vieux schéma occidental qui consistait à exporter des produits manufacturés et à importer des matières premières nécessaires à la survie d'une économie chinoise fortement dépendante en énergie. Accusé de « néocolonialisme » par ceux qui avaient mis à genoux les économies africaines en pillant les ressources, le nouvel ami de l'Afrique répondit par la voix de son président : « La Chine n'a jamais imposé sa volonté ou des pratiques inéquitables à d'autres pays et ne le fera jamais. Elle ne fera assurément rien qui puisse nuire aux intérêts de l'Afrique et de ses peuples⁷. » Malgré les dénégations chinoises, les dernières statistiques sur les échanges entre les deux parties révèlent que l'Afrique est toujours dans ce cercle vicieux, « exportation de matières premières contre importation de produits manufacturés ».

On ne va pas jeter l'anathème sur la Chine sous prétexte qu'elle est plus intéressée par les matières premières africaines ; il faut poser la question de savoir ce que l'Afrique a à proposer en dehors de ses ressources. Intégré dans la division internationale du travail en tant que fournisseur de main-d'œuvre et de matières premières bon marché, le continent est incapable d'exploiter les minerais et les matières premières pour développer des industries de transformation ; il est incapable également de développer une base humaine très qualifiée afin de soutenir la croissance et le développement. L'Afrique doit penser une stratégie d'engagement afin de faire face à l'économie la plus puissante qui souhaite s'imposer dans le futur. Sortir de la dictature des urgences et des conditionnalités de circonstances.

Pour une stratégie d'engagement prospective

Les relations entre la Chine et l'Afrique peuvent relever du paradoxe, si on les analyse sous le prisme d'un rapport entre un pays-continent et un continent avec des pays. Cette relation peut être très problématique dans la mesure où la Chine est unique et où l'Afrique ou les Afriques, selon certains détracteurs, est ou sont multiples. Il en ressort une difficulté d'élaborer une stratégie d'engagement en dehors des institutions qui doivent parler d'une seule et même voix pour les mêmes intérêts.

Conscient des difficultés et d'un vide organisationnel au niveau continental, le gouvernement chinois s'emploie à tisser des relations de pays à pays. Prenant en compte des facteurs historiques, géographiques, économiques et humains variés. Les autorités de Pékin mettent en œuvre des projets très différents en Afrique, adaptés aux besoins et ressources des pays avec lesquels l'empire du Milieu développe sa coopération : la préparation d'une zone économique spéciale en Zambie, une ligne de chemin de fer transnationale au Gabon, une raffinerie au Soudan.

C'est la mise à mort du multilatéralisme prôné par la Chine au forum de Pékin en 2000, au bénéfice du bilatéralisme, qui ne peut répondre qu'à des situations urgentes et non prospectives. C'est la stratégie du diviser pour mieux négocier ; la Chine fragilise l'équilibre des institutions sous-régionales et continentales. Nos pays ne peuvent pas séparément faire face au pays-continent. La stratégie du « marcher ensemble et frapper séparément » ne plaidera pas en leur faveur. Il faut reprendre l'initiative pour une stratégie d'engagement à même de pouvoir sauvegarder les intérêts du continent. En pensant à créer une nouvelle voie, qui est le futur chantier du continent, alors que dans l'évolution des rapports entre les deux parties, la Chine a toujours défini et orienté l'agenda. Pour cela il faut sortir de la dictature des urgences et oser inventer l'avenir africain.

On ne peut se projeter dans le futur qu'en questionnant son passé, et c'est l'un des problèmes majeurs du continent africain, que d'asseoir une conscience historique forte pour une Afrique décolonisée mentalement et projetée dans le futur. Ce n'est pas un hasard si la Chine en est arrivé à ce stade de développement : les Chinois sont passés maîtres dans la réécriture de leur histoire, gommant ou modifiant les passages qui ne collaient plus, au point que l'on a pu dire de la Chine qu'il était presque aussi délicat de prédire l'avenir que le passé (De Beer & Rocca 1995:36).

Ce peuple a compris qu'en conduisant l'œil rivé sur le rétroviseur du passé, il y a de fortes chances que l'on rate le virage de l'avenir. En lieu et place des lamentations sans lendemain sur les méfaits de la mondialisation et de la globalisation, des politiques d'assistance et de la main tendue, il convient de se soucier de l'avenir. Ce dernier ne viendra pas tout seul, mais de la volonté de l'imagination autant

que de l'action. C'est pourquoi l'Afrique a besoin de la Chine pour comprendre qu'elle peut s'en sortir. Dès lors, la présence chinoise doit-elle nous faire peur ? Devant la supposée menace chinoise entretenue par les Occidentaux et leur intelligentsia, la réponse à cette interrogation nous l'empruntons à feu Tajudeem (Abdul-Raheem 2011) : « Ne vous tourmentez pas ! Organisez-vous ». S'organiser en ayant le droit de penser la question chinoise à l'aune des réalités et intérêts africains et non plus au prisme de l'hégémonie idéologique occidentale.

Les pays africains doivent s'organiser pour une meilleure réactivité par la mise en place d'actions de gestion rationnelle et mesurée de leurs ressources pour un meilleur équilibre des relations commerciales, en faisant preuve de moins de frilosité et de légèreté pour un système de relations économiques interafricain construit autour d'un objectif d'équilibre des échanges commerciaux. La stratégie d'engagement des États africains face à cette nouvelle forme de coopération taxée de « gagnant-gagnant » par les gouvernements de ces puissances, de « néocolonialisme » par ses détracteurs, doit être axée sur la prospective.

Si la prospective est, selon le mot de Gaston Berger, « la science du comprendre l'avenir en vue de contribuer à le faire », dès lors, il ne s'agit nullement de refuser la prétendue main tendue des pays émergents pour une coopération Sud-Sud, mais précisément de formuler à quelles conditions et selon quelle temporalité les relations entre les pays émergents et l'Afrique peuvent être porteuses de sens et ne sauraient prendre l'allure que le système colonial et néocolonial, avec ses institutions monétaires nous a imposée, jusqu'à se transformer en un appareil destructeur des sociétés et des civilisations.

Faire en sorte que ces investissements/projets puissent apporter un développement local à long terme et non plus une simple stratégie de prélèvement, suivant une logique post-coloniale, sans véritable transfert de technologie. D'un autre côté, considérer ces arrivées comme une nouvelle opportunité pour l'Afrique, favorisant la lutte contre des dysfonctionnements structurels profonds. À partir de là, l'Afrique doit savoir tirer profit de ces opportunités en se posant en tant que réel partenaire des pays émergents et non en tant que quémandeuse. Malheureusement, dans la situation actuelle des institutions africaines, du fait de leur manque de réalisations concrètes, elles peinent à se poser comme interlocutrices de la Chine, de l'Inde, etc., et à mettre en place une réelle politique.

D'où la nécessité de disposer d'un cahier des charges pour négocier avec les Chinois sur la base d'un document stratégique commun comme le NEPAD⁸. De nouvelles stratégies doivent être établies sur de nouvelles références et bâtir une échelle nouvelle des objectifs susceptibles d'inverser le cours de nos relations. Ce travail ne pourrait être fait sans l'intelligentsia africaine, une élite décomplexée qui ne verse plus dans l'« auto-victimisation » et l'« auto-exclusion » en osant créer l'avenir. Les think thank africains doivent mener la guerre des idées face à ces lobbys prochinois composés d'universitaires, de journalistes, d'hommes

politiques, ces idéologues de la nouvelle mission civilisatrice chinoise qui nous poussent à nous jeter dans les bras de la Chine sans penser à la menace qui pèse sur les tissus industriels déjà fragiles des pays africains, à moins que le cogito africain ait failli et ne soit de nul effet. Sans anticipation ni prévision ou prospective, l'Afrique va au désastre. S'il y a donc une conviction prospective dans les relations entre les pays émergents et le continent, c'est que nous n'aurons pas d'avenir sans indépendance ni implication dans tous les domaines, à commencer par le choix d'une stratégie d'engagement maîtrisée, et édifiée comme telle, d'après des modèles de transformation sociale qui nous sont propres, voulus par nous-mêmes, notamment en matière d'économie, d'environnement.

Conclusion

Faut-il avoir peur des pays émergents ? Poser cette interrogation, c'est se demander si l'Afrique a un cahier des charges pour décider de son avenir et cesser de faire du « babysitting » ou du « confiage » de son économie. Le continent ne doit plus subir les événements. Dès lors, il doit disposer de son propre agenda pour parler d'une seule et même voix avec méthode, objectifs et stratégies afin de ne pas sombrer dans l'anéantissement le plus total.

Le modèle chinois de développement peut faire peur à certains, nourris à l'idéologie démocratique de type occidental, qui articule réforme démocratique et développement économique. Capitalisme totalitaire animé d'une puissance guidée par une volonté hégémonique, la Chine au régime politique totalitaire et à la démarche économique mercantiliste fait face au modèle de capitalisme occidental basé sur les valeurs démocratiques ; le continent africain est le nouveau théâtre des combats. C'est le lieu où se mène cette guerre froide à distance entre pays émergents et puissances traditionnelles.

Quelles doivent être la position et la réaction du continent face à un conflit qui oppose un impérialisme ascendant aspirant à une domination mondiale à un impérialisme dominant encore la scène internationale, mais sur le déclin ? En ces périodes de mondialisation accélérée où les nations les plus puissantes ainsi que des groupes de pouvoir multiples déstabilisent les nations les moins outillées par les manipulations du cours des changes, des marchés des capitaux, du prix du pétrole ou des cours des denrées alimentaires mondiales ?

Ici s'inscrit la nécessité de définir une nouvelle stratégie d'engagement des pays africains à travers des institutions fortes afin de pouvoir jouer à forces égales contre ces nouvelles puissances. La démarche prospective se situe pour ainsi dire au-delà de l'urgence dans laquelle nos relations sont construites et déterminées par ces puissances à agir, selon les principes de Berger : « Voir loin, voir large, analyser en profondeur, prendre des risques, penser à l'homme. »

Notes

1. *Politique Africaine*, n° 113, mars 2009, p. 2.
2. Robert Mugabe, « Il nous faut nous tourner vers l'Est, là où se lève le soleil ». Discours prononcé à l'occasion du 25^e anniversaire de l'indépendance du Zimbabwe.
3. Marianne http://www.marianne-en-ligne.fr/e-docs/00/00/65/8E/document_article_marianne.phtml.
4. Rapport annuel sur l'investissement de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, chiffres cités dans « Le groupe indien Tata Steel prêt à racheter le sidérurgiste Corus », *Le Monde*, 17/10/2006.
5. En général, les frais payés pour un expert technique effectuant un séjour à l'étranger, se sont élevés à environ 300 000 \$ au début des années 1990 (salaire, logement et allocations inclus). Les experts chinois coûtent pourtant beaucoup moins cher. Par exemple, en 1991, des médecins chinois en Gambie ont reçu 80 \$ d'allocation par mois à côté d'une chambre pour vivre, et au Libéria des experts agricoles ont gagné 500 \$ par mois (Brautigam 1998:44-47).
6. Les pays les moins avancés.
7. Discours de Hu Jintao à l'Université de Pretoria lors de sa visite en Afrique du Sud en février 2007.
8. Nouveau partenariat pour le développement économique en Afrique.

Références

- Abdul-Raheem, T., 2011, *La vérité aux puissants*, Pambazuka Press Codesria, Le Cap-Dakar.
- Adda, J., 2004, *La mondialisation de l'économie, T. II : Problèmes*, La Découverte.
- Aicardi de Saint-Paul, M., 2004, « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt », *Géopolitique africaine*, n° 14. www.african-geopolitics.org/home_french.htm.
- Bangui, T., 2009, *La Chine, un nouveau partenaire de développement de l'Afrique. Vers la fin des privilèges européens sur le continent noir ?*, Paris, L'Harmattan.
- Brautigam, D., 1998, *Chinese Aid and African Development : Exporting Green Revolution*, New York, St. Martin's Press.
- Bayart, J.-F., 1994, *La réinvention du capitalisme*, Paris, Karthala.
- Brunet, A. & Guichard, J.-P., 2011, *La visée hégémonique de la Chine, L'impérialisme économique*, Paris, L'Harmattan.
- De Beer, Patrice & Rocca J.-L., 1995, *La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping*, Paris, Le Monde.
- Enda Prospectives, 2007 « L'impact de l'émergence chinoise et indienne en Afrique, étude de cas sur le Sénégal », OCDE.
- Gaye, A., 2006, *Chine, Afrique : le dragon et l'autruche*, Paris, L'Harmattan.
- Goldstein, A., Pinaud, N., Reisen, H. & Chen, X., 2006, *L'essor de la Chine et de l'Inde, quels enjeux pour l'Afrique ?*, OCDE, Paris.
- Haber, D. & Mandelbaum, J., 1996, *La revanche du monde chinois ?* Économica.
- Hardt, M., & Negri, A., 2000, *Empire*, Paris, Exils.
- Imbert, Anne, 2011, « Quand la Chine fait son bol de riz sous le regard inconscient de l'Occident », <http://www.news.batiweb.com> ; 9 août.

- Jaffrelot, C., 2008 (dir.), *L'enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presses de Science Po.
- Kabou A., 1993, *Et si l'Afrique refusait le développement*, Paris, L'Harmattan.
- Kateb, A., 2011, *Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRIC changent le monde*, Paris, Ellipses.
- Lacoste, Y., 2007, « Quand la Chine change le monde », *Hérodote*, n° 125, Paris, 2^e trimestre.
- Haber, D. & Mandelbaum, J., 1996, *La revanche du monde chinois ?*, Économica, Paris.
- Manguelle, D. E., 1991, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ?* Paris, Nouvelles du Sud.
- Niquet, V., 2006, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère*, 2^e trimestre.
- Rocca, J.-L., 1995, *La Chine à la fin de l'ère Deng Xiaoping*, Le Monde Poche.
- Vercueil, J., 2011, *Les pays émergents. Brésil-Russie-Inde-Chine : mutations économiques et nouveaux défis*, Paris.
- Zhang, H., 2000, « La politique africaine de la Chine », Institut d'études sur l'Asie occidentale et l'Afrique, Académie des sciences sociales de Chine. www.chineafrique.com.

Périodiques

- « L'État de l'Afrique », 2007, Hors Série *Jeune Afrique* n° 15, avril 2007, Paris, p. 18-54.
- Marianne, 2009 http://www.marianne-en-ligne.fr/e-docs/00/00/65/8E/document_article_marianne.phtml. 30 septembre.
- Le Monde http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/01/25/les-pays-emergents-dans-le-monde_1296196_3234.htm visité le 23 décembre 2012.

